

## SOMMAIRE :

**P2 ISLAMO-GAUCHISME :  
VIDAL DÉMISSION !**

**P3 TOUCHE PAS À MON  
FLIC : UN SYNDICAT D'  
EXTRÊME DROITE À LA  
MANŒUVRE**

**P4 EXTRÊME DROITE ET  
JEUX VIDÉOS**

**P6 BIBLIOTHÈQUE : LA  
RACE TUE DEUX FOIS**

**P7 LIBRAIRIE « LES 2  
CITÉS » DÉGAGEZ !**

**P8 RENCONTRES SOCIALES  
ANTIFASCISTES**

**P8 MARAUDE SYNDICALE  
DANS LES HAUTES-ALPES**

## G.I. : DISSOLUTION DE CIRCONSTANCE ?

Le 3 mars, le conseil des ministres a annoncé la dissolution de l'organisation fasciste Génération Identitaire (GI). Même si nous n'étions pas demandeur de cette intervention du président, nous nous réjouissons de voir enfin disparaître cette organisation fasciste. Cela ne nous empêchera pas d'avoir des sérieux doutes sur la volonté de la macronie à vouloir réellement mener une politique visant la disparition de toutes les officines prêchant la haine raciste. Plusieurs éléments nous invitent à penser que le président et son gouvernement ont jugé utile d'en venir à cette dissolution afin de se démarquer du FN/RN qu'ils souhaitent pourtant avoir comme adversaire au second tour de l'élection présidentielle de 2022.

Sans doute le "débat" entre Marine Le Pen et Gérald Darmanin n'a pas permis à la LREM de marquer suffisamment sa différence avec le FN/RN. Le parti du président Macron cherchant à faire oublier son tournant autoritaire avec comme point d'orgue les mutilations infligées lors du mouvement des gilets jaunes, mais aussi son tournant islamophobe avec les récentes dissolutions d'organisations telles que le CCIF et la loi dite "contre les séparatismes". De son côté, le parti des Le Pen, fidèle à sa stratégie de dédramatisation cherche à cacher sous le tapis tous ses penchants racistes.

Il n'en reste pas moins que GI n'est que la reformation d'une autre organisation fasciste, à savoir Unité

Radicale. C'est bien en cela que la dissolution nous apparaît comme n'étant que de circonstance. Pourquoi le nécessaire n'a-t-il pas été fait auparavant pour empêcher la reconstitution sous un autre nom de cette organisation dissoute en 2002 après que Maxime Brunerie ait tenté d'assassiner Jacques Chirac lors du défilé du 14 juillet de la même année ? Pourquoi le pouvoir politique ne s'est pas occupé des identitaires lorsqu'ils et elles patrouillaient dans les métros de Lyon ou de Lille ? Comment se fait-il que GI ait pu affréter un navire pour entraver le sauvetage de réfugiés en Méditerranée ? ...

A l'évidence, cette dissolution n'aura pas pour effet de faire disparaître la haine d'extrême droite. Et si cela va gêner pendant quelques temps les membres de Génération Identitaire, nous ne pourrions nous en satisfaire car nous pouvons parier que nous les retrouverons rapidement face à nous mais sous d'autres bannières. Cette dissolution ne fera pas disparaître la bête immonde. Au contraire, le discours raciste continu de se libérer, les politiques liberticides se développent à marche forcée ce qui fait que le combat antifasciste est loin d'être terminé. Nous devons donc être plus nombreuses et nombreux à faire ce travail d'information et de dénonciation des activités de l'extrême droite en France et partout dans le monde. C'est aussi le rôle de ce bulletin.

# VIDAL PORTE ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE RECHERCHE DES UNIVERSITAIRES : UN TEL OBSCURANTISME EST INADMISSIBLE, LA MINISTRE VIDAL DOIT PARTIR !

REGARDS SUR L'ACTU

Dimanche 14 février, sur un plateau télé de CNEWS (chaîne sur laquelle un animateur a par ailleurs été condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale) la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, interrogée par Jean-Pierre Elkabbach à propos de l'article « Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités » du Figaro (12/02) déclarait : « Moi je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable, [elle] fait partie de la société ». Elle a annoncé par la suite devant la représentation nationale qu'elle allait demander « notamment au CNRS » de faire une enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islamo-gauchisme » à l'université, « de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ».

## Un gouvernement qui souhaite museler les universitaires ?

Alors que les universités sont encore largement fermées, les étudiant-e-s dans une précarité sociale, une détresse psychologique et une incertitude pédagogique sans précédent, que l'ensemble de la communauté universitaire tient à bout de bras un enseignement supérieur et une recherche que le ministère vient d'affaiblir, précariser et libéraliser encore plus via la LPR rejetée massivement, la ministre tente un contre-feu digne de son collègue de l'Éducation nationale. Que la ministre reprenne les termes de l'extrême-droite à travers sa dénonciation du mythe, du fantasme de « l'islamo-gauchisme » marque une fois de plus la volonté du gouvernement de mise au pas de l'Université, de ses enseignant-e-s chercheurs-euses et de son personnel en général. Nous avons déjà connu ces

derniers mois une volonté de restriction des libertés académiques, de la recherche, de criminalisation des mobilisations universitaires de la part de ce gouvernement. Cette fois-ci, toutes les limites sont franchies. En demandant au CNRS (et donc ses agent-e-s) à travers l'Alliance Athéna de mener des enquêtes sur des « courants de recherche », la ministre piétine les fondements même de la recherche publique. Mme Vidal veut-elle instituer une police de la pensée ? Interdire certaines thématiques de recherche (telles les études postcoloniales ou décoloniales, les travaux portant sur les discriminations raciales, etc.) comme c'est le cas dans certaines universités en Hongrie, Brésil ou Roumanie ?

## Une offensive répressive et autoritaire tout azimut

Derrière ces propos, il y a plus que le « gauchisme », la stigmatisation de l'Islam et de ses pratiquant-e-s, ou supposé-e-s comme tel-les. Ce n'est pas un hasard si la ministre professe ces attaques quelques jours seulement après le « débat » entre Darmanin et Le Pen dans lequel le gouvernement a montré toute sa dimension réactionnaire, ou à quelques heures du vote de la loi « séparatisme » stigmatisante et discriminatoire. La rhétorique est classique dans cette période de crise sanitaire, économique et sociale : masquer les responsabilités de l'État et du ministère dans la situation dramatique dans laquelle se trouve l'Université et la recherche aujourd'hui et allumer des contre-feux. À travers les lois « séparatisme » et « sécurité globale », le gouvernement s'attaque frontalement à nos libertés fondamentales ; à travers les propos de la ministre, il menace aujourd'hui les libertés académiques et la possibilité d'un enseignement et d'une recherche critiques.

## Pour SUD Éducation et SUD Recherche EPST :

Tout gouvernement qui se prétend démocratique doit accepter les critiques nées de l'analyse scientifique de ses actions. S'attaquer à l'université c'est s'attaquer à un lieu de construction d'un savoir critique.

Aucun-e collègue, au CNRS comme dans des universités, quel que soit son statut, ne doit participer à cette campagne de dénonciation.

Les libertés académiques et de recherche sont fondamentales et non négociables, pour un ESR émancipateur et débarrassé d'injonctions idéologiques comme économiques d'où qu'elles viennent.

Nous réaffirmons notre opposition aux lois « séparatisme » et « sécurité globale » comme à la LPR.

**La ministre F. Vidal, que l'on connaissait déjà autoritaire et hermétique à la détresse du monde universitaire, a perdu toute légitimité avec ces propos injurieux et menaçants : elle doit partir.**

Communiqué Sud Recherche EPST - Sud Education - 18 février 2021



# « TOUCHE PAS À MON FLIC », UNE ASSOCIATION DE POLICIERS D'EXTRÊME-DROITE APPENDICE MÉDIATIQUE DU SYNDICAT FRANCE POLICE – POLICIERS EN COLÈRE

Le 25 janvier 2021 s'est créé une chaîne YouTube intitulée « Touche pas à mon flic »<sup>1</sup> (12,4 K abonnés) qui s'adosse à une association du même nom disposant d'un site internet<sup>2</sup>. Le but de l'association est que « Enfin la version des policiers incriminés dans les médias aura sa place. », en précisant « Les médias, les politiques, les peuples et pseudos vedettes ont fait de la présomption d'innocence une exception pour les forces de l'ordre. Le mot présumé ne fait plus parti de leur vocabulaire. On va parlé de violences policières, de passage à tabac, d'agression mais quid du mot présumé. Il s'agit certainement d'un mépris de classe. Un policier incriminé n'a certainement pas les moyens de poursuivre des médias, peuples ou autres... Les politiques ou les délinquants sont bien plus respectés. » et annonce « TOUCHE PAS A MON FLIC, fera un signalement systématique au procureur de la république de ses atteintes intolérables... Dès que l'association aura les moyens financiers elle poursuivra en justice ».

La première vidéo postée sur cette chaîne, vue par 154 K personnes, revient sur l'affaire Michel Zecler, ce producteur de musique tabassé par trois policiers en novembre dernier

à Paris. Le « présentateur », Bruno Attal, délégué du syndicat policier d'extrême-droite France Police – Policiers en colère, annonce avoir travaillé sur le reportage du webmedia Loopsider qui avait dénoncé cette affaire. Et le résultat de ses recherches lui ont permis de découvrir les « mensonges » de Loopsider et de conclure que l'affaire Michel Zecler se résume à une interpellation dans laquelle ce dernier se serait fortement rebellé et qu'il n'y aurait aucune faute de la part de la police, les violences étant légitimes. Cette conclusion lui permet d'annoncer un dépôt de plainte contre Loopsider, pour « altération d'un document privé en vue de faire obstacle à la manifestation de la vérité » et « atteinte à la présomption d'innocence ». L'association devrait être représenté par Me Gilles-William Goldnadel, avocat marqué à la droite extrême (qui défend Génération Identitaire contre sa dissolution).

France Police – Policiers en colère avait, dès le 7 décembre 2020, posté sur son compte Facebook un article intitulé « Fake news ! Affaire Zecler : la vidéo qui démontre la manipulation et l'instrumentalisation politico-médiatique ! Ce que les médias et les syndicats de police ne

vous montreront jamais ! » et annoncé dans un tract du 8 décembre que le syndicat « a saisi le Procureur pour exiger la réouverture du dossier classé sans suite. Michel Zecler doit être poursuivi pour les faits de rébellion qu'il a commis ! ».

Tout cela est relayé sur les médias complaisants (Valeurs actuelles<sup>3</sup>, Breizh Info<sup>4</sup>).

« Touche pas à mon flic » ne se cache pas de sa forte proximité avec le syndicat France Police – Policiers en colère et va permettre à ce dernier de surfer encore plus sur le « malaise policier » en prévision des élections professionnelles de décembre 2022.

<sup>1</sup> <https://www.youtube.com/channel/UCApR-uGJdGFj8y8Ar02CG6w/featured>

<sup>2</sup> <https://toucheapasamonflic.com/>

<sup>3</sup> <https://www.valeursactuelles.com/faits-divers/video-affaire-zecler-un-flic-de-terrain-denonce-la-manipulation-du-site-loopsider-128936>

<sup>4</sup> <https://www.breizh-info.com/2021/02/26/159707/affaire-zecler-le-collectif-touche-pas-a-mon-flic-denonce-une-manipulation-de-loopsider/>

Extrait corrigé de la vidéo de « Touche pas à mon flic »



# JEUX VIDÉOS, FORUMS ET COMMUNAUTÉS DE FANS

## LE FASCISME EXISTE AUSSI DANS L'UNIVERS VIDÉOLUDIQUE

CONNAÎTRE  
LES FAITS

Si rares sont, aujourd'hui, les personnes à déplorer que les loisirs dit « geeks » fassent partie intégrante du monde du divertissement, ceux-ci se sont régulièrement retrouvés sous le feu de critiques souvent conservatrices et bigotes. Dans les années 80, le jeu de rôles s'est vu accuser de pousser les jeunes au suicide ou à l'adoration de Satan, et les jeux vidéos à rendre ces mêmes jeunes violents. Entre temps, de nombreux travaux ont montré que le lien entre la violence figurée dans les jeux et celle de leur public n'était pas si simple, et qu'on pouvait tout à fait s'adonner à de joyeux démembrements sur Mortal Kombat et se montrer doux comme un agneau IRL (In Real Life). Néanmoins, comme tout média de masse, le jeu vidéo contribue à forger l'imaginaire des joueurs et des joueuses. Examiner les modèles représentés dans l'industrie vidéoludique, et faire le point sur certains scandales de l'histoire récente de ce média nous a semblé pertinent à l'heure où, parmi les forums de discussion où les thèses d'extrême-droite s'épanouissent, on trouve en bonne position le site... jeuxvideo.com. Nous avons cherché à comprendre comment nous en sommes arrivé·e·s là, pourquoi les discours de l'extrême-droite trouvent, chez les joueurs, un public particulièrement réceptif, et qui sont, aujourd'hui, les chantres du néo-fascisme digital.

### UN POINT D'HISTOIRE

#### La difficile critique féministe du jeu vidéo

Nous sommes bien loin d'être les premier·ère·s à se poser ces questions. La réalisatrice Anita Sarkeesian, dès 2009, crée le site Feminist Frequency<sup>1</sup> dans l'objectif de mettre à disposition des internautes une critique féministe des médias. En 2012, elle lance la campagne « Kickstarter » (un site de financement participatif) d'une série de vidéos YouTube intitulée « Tropes vs. Women in video games », dans laquelle elle analyse les représentations des personnages

féminins dans les jeux vidéos, montrant qu'elles sont le plus souvent traitées comme des objets, des récompenses à destination des personnages masculins incarnés par le joueur, ou de simples ressorts scénaristiques. En parallèle du succès retentissant de son crowdfunding, Anita Sarkeesian subit alors une énorme vague de harcèlement. Ses données personnelles sont piratées, son nom sali sur la toile. Elle est à de maintes reprises menacée de mort, et certains vont même jusqu'à menacer des universités d'attentat si elle venait à s'y exprimer.

En 2013, en France cette fois, c'est un billet de blog<sup>2</sup> signé par la développeuse Mar\_Lard qui fait polémique. Celle-ci y dénonce le sexisme omniprésent dans l'industrie du jeu vidéo, des jeux eux-mêmes aux conventions en passant par la publicité. Nous sommes alors un an avant le Gamergate.

#### #GamerGate : les masques n'en finissent plus de tomber

En août 2014, Eron Gjoni, l'ex-petit ami de la développeuse Zoë Quinn, publie sur son blog à la suite de leur rupture un long texte visant à salir la réputation de la développeuse. Parmi les accusations lancées sans fondement, celle selon laquelle elle aurait couché avec un journaliste en échange d'un article positif sur son jeu, Depression Quest. Il était alors facile de se renseigner, et de se rendre compte qu'il ne s'agissait que d'un tissu de mensonges. Qu'à cela ne tienne ! L'extrême droite et les conservateurs s'en emparent pour mener une nouvelle vague de harcèlement raciste et anti-féministe. Sous prétexte de défendre l'intégrité des journalistes spécialisé·e·s dans le jeu vidéo, ils s'attaquent à celles et ceux qui cherchent à faire prendre au jeu vidéo un virage progressiste, par l'intermédiaire de jeux aux thématiques nouvelles, et/ou figurant des personnages féminins forts, racisés, LGBT+, etc. Une fois de plus, la déferlante est orchestrée sur les forums de discussions chers à l'extrême-droite : 4chan, 8chan,

jeuxvideo.com, là où l'entre-soi masculin et blanc a vu émerger une véritable contre-culture réactionnaire.

### LE PROCESSUS DE RADICALISATION<sup>3</sup>

#### Des thèses qui avancent cachées

Le secteur du jeu vidéo n'est pas le seul à être un terrain de recrutement fertile pour l'extrême-droite. Citons en vrac les fandoms de My Little Pony, les furies (des personnes ayant une fascination pour les animaux à fourrure anthropomorphes), les wargamers... Il s'agit bien souvent de communautés ne revendiquant aucune appartenance politique et dont les membres s'estiment moqués, sinon ostracisés, en raison de leur hobby ou passion. Sur les forums de discussion, les recruteurs de l'extrême-droite vont multiplier les mêmes (une image ou un phénomène repris et décliné en masse sur Internet) et les posts provocateurs, et si quelqu'un vient à leur faire une remarque, ils se cachent derrière un pseudo humour. Pire : accuseront la personne qui leur aura fait remarquer de faire de la politique, alors qu'eux, évidemment, n'étaient là que pour rire ! Tout peut être prétexte, pour l'extrême-droite, à déployer leur pernicieuse rhétorique. La série autour de laquelle la communauté s'est formée comporte désormais un personnage LGBT ? La faute au lobby gay qui vient dénaturer nos chères productions audiovisuelles ! Certains jeux vidéos nous laissent désormais incarner une femme comme protagoniste ? Une preuve de plus que les féministes sont en train de détruire notre culture gamer ! Si les membres des communautés en ligne finissent par se trouver prises dans cette spirale, qui, de proche en proche, les radicalise, c'est que s'en arracher signifierait abandonner leur communauté, un milieu social dans lequel il se trouvent valorisés, se sentent compris, depuis parfois plusieurs années.

#### De pire en pire, jusqu'à ?

Une fois qu'une communauté est infiltrée par l'extrême-droite, et que

ses membres se voient régulièrement exposés à des propos racistes, sexistes, homophobes, antisémites, les algorithmes des GAFAM font le reste du travail. Ainsi ils se voient régulièrement invités à puiser leurs informations dans des sources complotistes et néo-fascistes, les membres desdites communautés ne sont rapidement plus abreuvés que de cela. Ils finissent par croire, de proche en proche, à toutes les marottes de l'extrême-droite, jusqu'à ce qu'ils aient l'occasion de s'en arracher, ou à l'extrême inverse, de

droite) lui-même, pour qui Marine le Pen est trop à gauche, se déclare apolitique. Mais ils sont nombreux à produire des vidéos YouTube qui se trouvent partagées massivement sur les forums de jeuxvideo.com, et ailleurs sur le net : le Lapin du Futur, AnalGenocide, Papacito... D'autres sont moins décomplexés dans leurs discours, mais n'en restent pas moins des portes d'entrée particulièrement efficaces pour la fachosphère. Sardoche par exemple, de son vrai nom Andréas Honnet, est un streamer particulièrement suivi sur la plateforme Twitch, où il diffuse des parties de jeux vidéos. Il a plusieurs

que les fascistes et néo-nazis du net attendent encore leur Trump à la française. À nous, entre temps, de contrer ces pratiques insidieuses. Les créateur-ice-s de contenu, vidéastes et streamer-euse-s ont leur rôle à jouer, en veillant à appliquer une tolérance 0 envers les propos haineux. Si certain-e-s s'y sont déjà attelé-e-s, YouTube et Twitch sont encore des espaces à investir pour la gauche radicale, afin que lorsque les jeunes en perte de repère cherchent des réponses, ils tombent sur nos analyses plutôt que sur les discours fascistes de 4chan.



Aussi improbable que cela puisse paraître, les néonazis tentent de pénétrer l'univers de My Little Pony

commettre des tueries. En ligne, l'extrême-droite n'a pas vocation à appeler ouvertement à des attentats, sous peine de faire tomber son masque. Mais les thèses qu'elle dissémine finissent immanquablement par pousser certains internautes à prendre les armes, comme ce fut le cas à Charlottesville ou à Christchurch par exemple.

### YouTube, Twitch et les influenceurs de l'extrême-droite

Lorsque l'extrême-droite n'a pas l'occasion d'infiltrer une communauté existante, elle peut compter sur des figures médiatiques à l'audience considérable auprès des jeunes, qui pourront porter leurs thèmes sur YouTube ou Twitch (un autre service de streaming vidéo racheté par Amazon en 2014 et spécialisé dans la diffusion en direct de jeux vidéo). Peu se déclarent d'extrême-droite. Le Raptor Dissident (alias Ismaïl Ouslimani, youtubeur d'extrême

fois été épinglé pour ses prises de position très à droite, ses propos sexistes et des vagues de harcèlement qu'il se vantait lui-même d'avoir provoqué.

### UN NOUVEL ESPACE POUR L'ANTIFASCISME

Nous savons désormais d'expérience que les techniques de radicalisation pratiquées par l'extrême-droite sur les forums en ligne sont efficaces, et ont été une stratégie conscientisée, et payante, lors de la campagne de Donald Trump. Steeve Bannon avait en effet recruté un des leaders de l'alt-right, Milo Yiannopoulos, à ces desseins. En France, les appels du pieds de l'extrême-droite aux néo-fascistes de la toile ne sont pas passés inaperçues. Florian Phillipot avait repris, dans ses vidéos YouTube, les codes du forum 18-25 de jeuxvideo.com, mais il semblerait que cela n'ait pas vraiment pris, et

En ce qui concerne le jeu vidéo, les grands éditeurs ne semblent pas pressés de changer le status quo d'un média pensé et marketté pour un public de jeunes hommes. Les représentations de la masculinité sont, dans les jeux AAA (jeux à très gros budget), toujours aussi calqués sur une vision hégémonique et militarisée de celle-ci<sup>4</sup>. Depuis quelques années, des grandes productions nous ont laissé la possibilité de nouer des romances avec des personnages de même sexe, comme dans Mass Effect ou Dragon Age (se heurtant aux réactions virulentes des milieux gamers, s'il est encore besoin de le préciser), mais beaucoup de chemin reste à parcourir. En revanche, les petits studios et les créateur-ice-s indépendant-e-s proposent régulièrement des œuvres novatrices, dans leur gameplay comme dans leurs représentations. En tant que média neuf, souhaitons que le jeu vidéo nous réserve de belles surprises, loin de sa frange la plus fangeuse.

<sup>1</sup> <https://feministfrequency.com/>

<sup>2</sup> <https://cafaitgenre.org/2013/03/16/sexisme-chez-les-geeks-pourquoi-notre-communautaire-est-malade-et-comment-y-remedier/>

<sup>3</sup> Pour plus d'informations sur le processus de radicalisation décrit ici, voir cette vidéo d'Innuendo Studio : <https://www.youtube.com/watch?v=P55t6eryY3g>

<sup>4</sup> Pour plus d'information sur la représentation de la masculinité dans le jeu vidéo, voir ce documentaire de Game Spectrum : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_sUvKvoK918](https://www.youtube.com/watch?v=_sUvKvoK918)

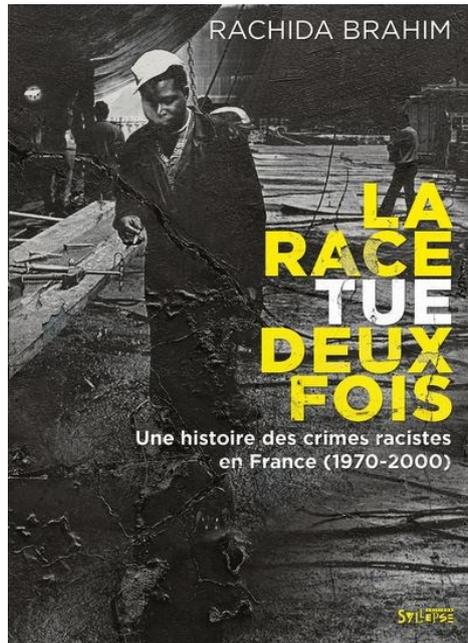
# LA RACE TUE DEUX FOIS UNE HISTOIRE DES CRIMES RACISTES EN FRANCE (1970-2000)

RACHIDA BRAHIM

BIBLIOTHEQUE

Rachida Brahim est une sociologue associée au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES). Son livre « La Race Tue Deux Foix », paru en janvier, est un prolongement d'une thèse parue en 2017. Elle y rappelle combien la haine raciste peut s'avérer meurtrière dans un pays en paix et apporte des éléments essentiels à la compréhension du racisme structurel en France.

L'objet de sa recherche est le racisme anti-maghrébin et la violence qu'il libère du début des années 1970, encore très marqué par le souvenir de la guerre d'Algérie, à celui des années 2000. Dans son livre, Rachida Brahim a pu répertorier environ 730 crimes racistes en France dans cette période. Elle commence sa recherche par les crimes racistes de 1973 à Marseille dans le but de faire un état des lieux, en se basant sur les archives de la presse régionale. Le fait dépassant bien les événements de 1973, l'autrice s'est ensuite basée sur la presse nationale, les archives associatives et des sources institutionnelles. Il s'agit d'un travail de recueil certainement à minima car tous les crimes racistes ne sont pas recensés et puisque l'Etat n'en reconnaît pas l'existence. Le livre tend à signifier que tous les crimes racistes ne sont pas motivés par des convictions d'extrême droite et qu'il y a d'autres types de mobiles qui mènent à la violence raciste. Derrière la notion de crimes racistes, les archives nous montrent trois grands types de faits : les violences commises pour des raisons idéologiques, les violences situationnelles et les violences disciplinaires. Les violences idéologiques sont le plus souvent le fait de militants ou de sympathisants de l'extrême-droite, parfois aussi de militaires. Les violences situationnelles « ont généralement lieu dans une scène de la vie quotidienne au cours de laquelle les protagonistes usent de la force contre des Maghrébins qu'ils jugent dangereux. » Et enfin, les violences disciplinaires, un peu plus médiatisées ces dernières années notamment grâce au combat de la



famille Traoré, sont les violences exercées par la police et assimilés (gendarmes, douaniers et autres représentants de l'autorité publique). Toutes ces violences ont le point commun d'être légitimées par une construction de l'immigré africain comme groupe séparé et ayant des caractéristiques négatives face auxquelles la société française devrait se défendre.

Cela renvoie au concept de race qui soulève de nombreux débats en ce moment chez les chercheurs/euses en sciences sociales. La race est le produit d'une assignation discriminante, voire déshumanisante, qui participe d'un dispositif de pouvoir qui différencie et hiérarchise les personnes. Ce racisme est central dans nos états modernes. A des traits très ordinaires (couleur de peau, type de cheveux, type de vêtements), on va alors associer des valeurs dépréciatives et en faire un problème. Ce faisant, on en fait un danger interne contre lequel il faut se défendre. Il s'agit alors d'un critère qui permet de hiérarchiser la société et une fois que ces personnes sont différenciées par les stigmates qui leur ont été collés, elles sont alors exposées à une violence complètement spécifique. Le processus de racisation a pris corps malgré ce qu'on nous apprend à l'école et continue d'imprégner les politiques publiques, les institutions,

les pensées, les idéologies et la manière dont se représente la société. La race est ainsi le produit d'un dispositif de pouvoir qui transforme dans le corps social certaines catégories d'individus en cibles, avec un potentiel d'assailants d'une part (ceux qui pensent qu'ils doivent se défendre) et de l'autre côté ceux qu'on a désignés comme étant un problème (et qui deviennent des cibles).

La question du racisme est profonde et cela traverse toutes les institutions, les courants politiques de gauche comme de droite et toutes les sphères des champs sociaux (champ médical, universitaire, scolaire, judiciaire...). Cette question est partout, dans nos familles, dans notre histoire et on passe beaucoup de temps à ne pas la voir car on nous a appris à ne pas la penser. Alors que le racisme continue de tuer. La racisation est invisibilisée. La preuve en est les tribunaux qui refusent automatiquement de reconnaître le caractère raciste des crimes, d'où le titre du livre « La Race tue deux fois ». La première violence vient du coup physique que l'on reçoit car on est différencié, stigmatisé, racisé. La deuxième violence se passe au moment où les personnes concernées par ces violences ne peuvent faire reconnaître par les institutions le crime raciste en procès. Les faits racistes n'étant pas qualifiables.

Précisément, le traitement pénal et législatif fait l'objet d'un examen serré par Rachida Brahim. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, dite loi Pleven (pilier de la loi antiraciste en France en réponse à une demande à l'époque de l'ONU), a créé les délits spécifiques d'injure, diffamation à caractère raciste ainsi que la provocation à la haine. Elle occulte alors complètement les crimes racistes et se concentre uniquement sur la parole raciste. La loi du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social fait suite aux revendications de la marche pour l'égalité et contre le racisme. Or, les revendications sont contournées car cette nouvelle loi se concentre uniquement sur le fait de pouvoir se

porter partie civile en occultant complètement la possibilité de qualifier les faits et de définir le mobile raciste. La loi Gaysot du 13 juillet 1990 a pour objectif premier de qualifier le mobile raciste mais quand cette proposition passe devant la commission des lois, ce but est de nouveau écarté pour se concentrer sur le négationnisme. Commence alors dans les années 90 une différenciation et une hiérarchisation entre l'antisémitisme et les crimes contre les maghrébins. Lors des débats parlementaires concernant la loi du 3 février 2003 (visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe), Pierre Lellouche, qui présente le texte (mais qui est également le rapporteur pour

la commission des lois de l'Assemblée Nationale) insiste sur la nécessité de réagir face « au renouveau de l'antisémitisme » en mettant en cause la responsabilité des populations d'origine maghrébine dans un contexte marqué par la seconde Intifada et les attentats du 11 septembre 2001. Il exprime de par cette présentation de loi qu'il y a un danger islamiste, tout en niant dans cette même loi tout mobile raciste si les faits ne sont pas accompagnés par la parole. Cette loi de 2003 ignore le mobile raciste tout en étant elle-même racisante. La législation antiraciste est donc elle-même le support du racisme qui devient de fait structurel et systémique. Le droit à travers les politiques publiques peut raciser les individus, les exposer à une violence spécifique et une fois que ces personnes vont dénoncer ces

violences spécifiques, on leur explique alors qu'il n'y a ni mobile raciste, ni de notion de race en France. Le fait que le droit puisse créer la race et la nier dans le même temps créé le racisme structurel et systémique.

Dans son livre « La Race Tue Deux Fois », Rachida Brahim redonne un nom aux victimes des crimes racistes en France en énonçant « ce que partagent les morts » et « ce que disent les vivants » et rompt avec ce qui semble être une troisième mort : le silence et l'oubli.

Une histoire des crimes racistes en France (1970-2000)

Editeur : Syllepse

Collection : « Histoire : enjeux et débats »

Auteure : Rachida Brahim

Parution : janvier 2021

Pages : 228

Format : 150 x 210

ISBN : 978-2-84950-844-2-PAP

Prix : 18€ (version papier) / 10€ (numérique)

## LIBRAIRIE « LES DEUX CITÉS » DÉGAGEZ !

A la mi-octobre, nous étions 350 militantes et militants à défiler dans les rues de Nancy, afin de réclamer la fermeture de la nouvelle librairie d'extrême-droite, qui venait d'ouvrir en vieille-ville. Une belle première mobilisation, unitaire et colorée : syndicalistes (dont les SUD-Solidaires évidemment), antifas, féministes, pacifistes, gilets jaunes, politiques, etc. Un cortège dynamique, revendicatif et déterminé.

Nos objectifs étaient d'alerter les citoyen.nes sur le fait qu'une telle « librairie enracinée » n'est qu'un point de fixation qui va maintenant permettre aux organisations fascistes locales de s'organiser, de se réunir et de proposer des soirées aux idées dangereuses et nauséabondes, voire aussi être un point d'ancrage aux expéditions punitives, comme cela se passe dans d'autres villes. Les fondateurs le veulent d'ailleurs comme un « lieu de vie ». Avec toutes les thématiques que l'on combat tou.tes jour après jour : nationalisme, racisme, sexisme, homophobie, « *Eloge du patriarcat* », etc. Et ceci n'est pas qu'une crainte. Les militant.es confronté.es à de tels locaux (Lyon, Strasbourg, Lille ...) le savent malheureusement bien. Mais les Nancéien.nes devraient aussi s'en souvenir. N'oublions pas que la gentille « Librairie lorraine » installée pendant plus de vingt ans de l'autre côté de la même rue et gérée par le régionaliste et candidat FN Jean-

Marie Cuny (un des trois parrains de cette nouvelle librairie) avait servi en octobre 1998 à la co-organisation d'un concert nationaliste de Rock identitaire français (RIF), sous la houlette du FN jeunesse.

Et les ventes, rayonnages et autres commandes des deux libraires sont sans aucune ambiguïté : les revues « *Terre et peuple* » des païens et identitaires réunis autour de Pierre Vial, « *Élément* » du militant politique d'extrême-droite et chef de file du GRECE Alain de Benoist, « *Réfléchir et agir* » qui gravite dans les eaux troubles des identitaires et des païens, « *Faits et documents* » obnubilée par les lobbies (comprenez évidemment le « *lobby juif* », pas celui des armes à feu ...), sous la houlette de feu Emmanuel Ratier. On y retrouve aussi bien sûr les livres des amis de l'Algérie française, d'Alain Soral, des complotistes, des islamophobes, les BD du dessinateur nationaliste Marsault ou enfin les ouvrages de l'intégriste Monseigneur Lefebvre, du collaborationniste Pierre Drieu La Rochelle ou de l'antisémite Charles Maurras, etc.

Quelques jours après l'ouverture, la vitrine du commerce des deux fondateurs (Alain Forget et Sylvain Durain) a déjà été recouverte d'affichettes militantes, anonymes et claires : « *Féministes internationalistes* », « *Fachos dégagez* », « *Les réfugié.es sont les*

*bienvenu.es* », « *Non à la librairie facho !* », etc.

Puis, en décembre, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et le Syndicat des avocats de France (SAF) ont protesté auprès de la mairie de Nancy qui avait référencé, sur son site web, cette librairie qui met en avant ces idées d'extrême-droite. Sous la pression, la mairie a alors fait marche arrière, a retiré cette librairie de son référencement en parlant d'« *erreur* ».

Enfin, courant février, les deux libraires ont affiché, dans leur vitrine, leur franc soutien à Génération identitaire, cette « *avant-garde d'une génération qui se refuse à être plus longtemps la victime du grand déclassement culturel* », pourtant menacé de dissolution par le ministre réac Darmanin. Un communiqué de presse unitaire a été publié. Silence radio de la mairie ...

La riposte antifasciste nancéienne doit maintenant s'étoffer, comme elle a fortement existé dans les années 90 et 2000, avec l'important travail, pendant ces années-là, des militant.es du CAFAR/Ras l'front-Nancy, des No Pasaran et de collectifs comme East side, Fraction Est ou le Bloc antifasciste Nancy ! Les antifas ont su le faire, alors Nancy, ville toujours antifasciste, doit continuer à prendre cette question à bras le corps !

## POUR DES RENCONTRES SOCIALES ANTIFASCISTES

SOLIDAIRES  
ANTIFASCISTE

Depuis quelques mois, des réunions unitaires ont lieu en vue de (re)mettre en place une sorte de « Coordination antifasciste », du moins une coordination des organisations et collectifs qui font de la lutte contre l'extrême droite un axe majeur, et ne s'en préoccupent pas que les dimanches d'élections.

L'Union syndicale Solidaires, et son groupe de travail « Ripostes syndicales contre l'extrême droite » participe activement à ces réunions, au côté de l'AFA Paris Banlieue, La Jeune garde Strasbourg, Paris et Lyon, Reflexes, La Horde, le NPA et l'UCL, et de collectifs locaux. Visa qui ne se retrouve pas dans le texte en cours de validation participe néanmoins aux échanges et aux réunions. Des collectifs locaux sont aussi dans la boucle, et cette coordination se structure également dans plusieurs villes du territoire.

Une des pistes lancées par cette coordination est l'organisation de « Rencontres sociales

antifascistes » localement.

Plusieurs villes / départements ont été ciblé.e.s, soit parce qu'il semblait assez facile de les organiser au vu des contacts unitaires sur place, soit au contraire, parce que le travail contre l'extrême droite n'y était pas habituel ou qu'il est difficile. A ce stade, nous avons pensé à : Lyon, Bordeaux, Toulouse, Paris, Lille, Brest, Strasbourg, Angers, Normandie (Caen/Rouen), Perpignan / Béziers, Le Mans, Chambéry, Aix/Marseille, Montpellier...

Il est probable que ces rencontres n'aient pas lieu à court ou moyen termes dans toutes ces villes, et nous savons aussi que d'autres villes non reprises ici en organiseront.

La Coordination travaille à une quinzaine de thèmes/modules (la gestion des villes par le RN, l'extrême droite dans les facs, le conspirationnisme, l'extrême droite et le monde du travail, vers une

recomposition droite / extrême droite ? le programme économique du RN, l'offensive culturelle réactionnaire, etc.) qui, articulés à des sujets « locaux », pourraient servir de points d'appui aux rencontres... mais c'est bien localement que seront décidées les formats et contenus des rencontres, la Coordination étant en appui, pouvant fournir des intervenant-es si nécessaires, ou une exposition...

Nous invitons donc les Solidaires locaux, notamment ceux des villes « pressenties » à prendre contact avec les « groupes locaux » des structures participant à la Coordination antifasciste... en élargissant le périmètre en fonction des habitudes et des possibilités locales.

S'il est difficile, avec la crise sanitaire, de se fixer un calendrier précis, nous espérons pouvoir organiser un premier cycle de rencontres avant l'été.

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - MARAUDE SYNDICALE

Il n'y a pas que la PAF et les nervis de Génération Identitaire et leurs coups médiatiques aux cols de l'Echelle (Hautes-Alpes avril 2018) et du Portillon (Haute-Garonne janvier 2021) aux frontières. Des individus et des collectifs organisent légitimement la solidarité, envers les exilé.e.s en lieu et place des politiques publiques pour leur liberté de circulations, d'installation et de travail. Le monde syndical a aussi un rôle à jouer dans cette solidarité de terrain et les luttes pour un accueil digne des exilé.e.s.

Solidaires et la Confédération paysanne organisent ainsi une maraude syndicale le 20 mars à Montgenèvre (Hautes-Alpes).

PERSONNE  
N'EST ILLÉGALE  
PERSONNE  
N'EST INÉGALE

**Solidaires** Union syndicale  
Confédération paysanne

### SOLIDARITE INTERNATIONALE

**SAMEDI 20 MARS 2021**  
à partir de 10h - Montgenèvre

### MARAUDE SYNDICALE

ouverte à tou.te.s

*Chorale, spectacle « Exils », manif, soupe solidaire, etc.*

Pour la maraude, pensez à vous munir d'une pièce d'identité, à avoir des vêtements chauds et à être bien chaussé.e.s !

Union  
syndicale  
**Solidaires**

31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris  
tel : 01 58 39 30 20 - fax : 01 43 67 62 14  
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Pour contacter Solidaires Antifa : contactantifa@solidaires.org